

AVIS DU CONSEIL NATIONAL DE LA PROTECTION DE LA NATURE

art. L411-1 et L411-2 du livre IV du code de l'environnement

Référence Onagre du projet : n°2021-12-14e-01483 Référence de la demande : n°2021-01483-041-001

Dénomination du projet : Extension de la centrale d'achat et de logistique sur le site de Pemegan

Demande d'autorisation environnementale - Date de mise à disposition :

Lieu des opérations : -Département : Landes -Commune(s) : 40000 - Mont-de-Marsan.

Bénéficiaire : Bouillard Claude - Scalandes

MOTIVATION ou CONDITIONS

Contexte du projet

La coopérative/centrale d'achat d'approvisionnement SCALANDES de Mont-de Marsan envisage une extension dans une zone déjà existante pour répondre à une forte croissance de ses activités. Elle se situe en périphérie urbanisée de l'agglomération, entourée de boisements et clairières avec un abondant réseau de fossés.

La raison impérative d'intérêt public majeur

Elle est essentiellement motivée par des considérations à caractères économique et socio-économique, ce qui paraît normal vu le type d'entreprise d'implantation, mais jamais en termes de paysage, ni surtout de biodiversité.

Ce critère à l'évidence n'est pas rempli, du fait de la non prise en considération des intérêts environnementaux.

L'absence de solutions alternatives

Cette condition fait l'objet de scénarios, dont l'externalisation et la délocalisation de l'activité sans que ceux-ci ne fassent l'objet d'une description et une analyse formelle des impacts dans les domaines de l'eau, la biodiversité, l'environnement économique et les facilités d'accès par les transports. Là encore, la démarche n'est pas satisfaisante.

L'état initial

Le site d'implantation de 11 hectares est hors des espaces remarquables inventoriés de type ZNIEFF, Natura 2000 ou SRCE. Il n'en demeure pas moins que le site à majorité forestière d'essences diverses est en connectivité avec des boisements au nord-ouest et au sud, sud-est du projet et donc situé sur un corridor écologique. La composante cours d'eau sous forme de fossés en zone boisée qui alimente le ruisseau de Larrouquere apporte un caractère humide, siège de l'implantation d'espèces protégées (batraciens, chiroptères, insectes notamment).

Côté flore, il n'existe qu'une espèce protégée : le Lotier hispide répartie dans la partie centrale de l'aménagement malheureusement non évitée.

Côté faune, on y trouve, sans représentation graphique suffisante, et en ordre décroissant de valeur :

- neuf espèces de chiroptères, dont cinq bénéficiant d'un plan national d'action (la Noctule commune et de Leisler, la Sérotine commune, la Pipistrelle commune et le grand Rhinolophe) dans la chênaie acidophile ;
- les insectes pollinisateurs sur 2,87 hectares de secteurs attractifs ;
- le grand Capricorne, insecte saproxylique repéré sur trois vieux arbres ;
- sept espèces d'amphibiens (triton, salamandre, crapaud et Alyte accoucheur) ;
- vingt-quatre espèces d'oiseaux, dont plusieurs espèces vulnérables des cortèges forestiers et des milieux ouverts.

Les impacts bruts

Ils concernent notamment :

- la destruction de zones humides et de roselières (400 m²) et 140 ml de fossés ;
- la destruction totale de Lotier hispide ;
- la destruction de milieux boisés (6,5 ha + lisières boisées + zone rudérale à ornières où chassent les chiroptères qui semblent ne pas avoir de gîtes sur place) ;
- les fossés et zones humides en bordure de boisements qui expliquent la présence des batraciens et chiroptères.

La représentation graphique des emplacements de la faune fait défaut par rapport aux aménagements, elle n'est pas classée là où se serait utile.

MOTIVATION ou CONDITIONS

Mesures d'évitement

Elles concernent la parcelle située au sud de la voie Concordet et le fossé attenant qui devrait être sanctuarisé par la mesure MC2, la lisière le long de la voie de chemin de fer au nord.

L'aménagement tel que décrit fait la part belle (plus de 50 % de la zone à du stationnement qui va probablement être bitumée) à l'artificialisation des sols pour des besoins évitables. Cela induit une politique d'évitement à minima. Le cours d'eau traversant le secteur aménagé et rejoignant le cours d'eau de Larrouquere aurait par exemple pu être maintenu en fonctionnement et réhabilité, formant un corridor entre les parties forestières du nord-est et celles du sud.

Les mesures de réduction sont classiques et néanmoins utiles, sauf pour la période de défrichement (voir ci-dessous).

Mesures de compensation

Elles sont au nombre de sept.

Revenons sur les mesures qui sont nettement améliorables :

- les mesures MC2 devraient concerner l'ensemble du secteur situé au sud de la voie routière et englober le petit massif forestier sur une unité écologique de haute valeur de 3 à 4 hectares, le fossé sud à réhabiliter ...

- la mesure MC 7, visant à compenser le défrichement de 5,5 hectares de boisements remarquables (avec un ratio de compensation d'au moins 3/1 pour sa valeur écologique), est proposée sur 18 hectares pour la compensation forestière au titre du code forestier pour défrichement de 8,87 hectares. Il ne peut s'agir de compensation au titre de destruction d'espèces protégées, car la compensation forestière au titre du code forestier concerne une forêt de protection qui n'aura pas à terme de valeur écologique susceptible d'assurer un gain en matière de biodiversité. Les deux démarches de compensation doivent être séparées. Celle concernant la mesure compensatoire, boisement à restaurer écologiquement, doit concerner, soit un secteur déjà boisé aux caractéristiques voisines, sur lesquelles sera menée une gestion conservatoire en partie en sénescence sur au moins 50 ans, soit la replantation d'un secteur à vocation forestière à restaurer écologiquement.

Pour l'instant, cette mesure MC7 est au stade des intentions (pas de lieu déterminé et par conséquent pas de connaissance de l'état initial pour en apprécier la plus-value).

C'est pourquoi un avis favorable est accordé à cette demande de dérogation au titre des espèces protégées aux conditions impératives suivantes, sans quoi l'autorisation des travaux ne peut être donnée :

- les mesures d'évitement doivent s'étendre sur toute la zone située au sud de la route dite voie Concordet et concerner le fossé qui le longe ;

- que soit rediscutée avec le service instructeur la place hypertrophiée des emplacements de parking par rapport aux bâtiments, ce qui pourrait générer des mesures d'évitement supplémentaires et ainsi éviter l'artificialisation inutile des sols ;

- la mesure MC2 (revisitée et agrandie de manière à comprendre le boisement attenant de 3 ha environ) et la mesure MC7 sont à revoir et éventuellement combinées pour arriver à un ratio de compensation de 3/1 dans le domaine forestier à vocation écologique, après réalisation d'un plan de gestion et une durée de compensation de 50 ans eu égard à l'artificialisation définitive des sols. La mutualisation des compensations forestières à vocation écologique et au code forestier est inconciliable ;

- la période de défrichement doit se faire impérativement entre début septembre et fin décembre, mais pas au delà ;

- la suppression du cours d'eau dans la partie centrale est à reconsidérer et à restaurer pour constituer un corridor écologique reliant les boisements nord et sud en liaison avec le ruisseau de Larrouquere. Cette mesure sera entre autre très favorable aux chiroptères ;

- l'arrêté préfectoral d'autorisation ne doit être promulgué qu'à l'issue de la finalisation des mesures ERC, après discussion avec le service instructeur.

Par délégation du Conseil national de la protection de la nature :
Nom et prénom du délégataire : Michel Métais

AVIS : Favorable ☐

Favorable sous conditions ☒

Défavorable ☐

Fait le : 14 mars 2022

Signature :

